



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Maud BODKIN, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEF.

Absents / Excusés :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Vœu pour la réalisation de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) au bénéfice de la qualité de l'air

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

L'amélioration de la qualité de l'air extérieur fait partie des enjeux de santé publique de l'aire urbaine de Montpellier (115 communes). Depuis 2006, Montpellier Méditerranée Métropole et les territoires voisins sont couverts par un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) présentant les différentes mesures à mobiliser pour limiter cette pollution, au regard de l'inventaire des émissions des sources de polluants.

En l'absence de tissu industriel polluant, le trafic routier constitue la principale source d'émission des oxydes d'azote sur la Métropole (à hauteur de 81%). Consciente de sa responsabilité en termes d'organisation du système de déplacements urbains des voyageurs et des marchandises, la Métropole intervient d'ores et déjà à plusieurs titres pour limiter l'usage de la voiture individuelle et elle s'est engagée activement dans la réalisation de la Feuille de Route de l'Etat en région pour la Qualité de l'Air.

A travers ses projets d'aménagement du territoire et de programmation urbaine (projet de territoire, SCoT, PDU, PLU, PCAET, projets urbains...), elle définit une organisation du territoire favorisant la ville des courtes distances, afin de générer moins de déplacements, grâce à la constitution de quartiers mixtes et accessibles en transports en commun et par les modes actifs. L'organisation de l'urbanisation en cohérence avec le développement du réseau armature de transports collectifs permet d'offrir au plus grand nombre des temps de parcours attractifs pour leurs déplacements, contraints (emploi, formation, ...) ou non (consommation, loisirs, ...). C'est ainsi que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, puis Montpellier Méditerranée Métropole, a participé activement à l'aménagement des Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) des gares de Montpellier Saint Roch, de Montpellier Sud de France et de Baillargues, et qu'elle a développé un réseau de quatre lignes de tramway dont l'efficacité n'est plus à démontrer. La Métropole renforce l'impact de ce réseau structurant grâce à la ligne 5, dont la mise en service est programmée pour 2025, et au prolongement de la ligne 1 pour 2022. En outre, elle amorce aujourd'hui « l'après tout tramway » avec l'engagement de la réalisation de quatre lignes « Métronome » et un renforcement de son réseau de bus (maillage et amplitudes horaires étendus, fréquences augmentées...). Parallèlement, la Métropole a adopté son Schéma Directeur des Modes Actifs (SDMA) et engage activement sa mise œuvre. L'objectif est de constituer rapidement un réseau continu, hiérarchisé, sécurisé et équipé permettant d'atteindre les 10 % de part modale vélo dans la 1^{ère} phase de réalisation du PDU 2020-2030.

En complémentarité à ces réalisations et projets ciblés sur le transport de voyageurs, plusieurs actions sont également engagées pour limiter les effets sur la qualité de l'air du transport de marchandises lié à l'activité économique du territoire. En partenariat avec l'Etat, l'ADEME, SNCF Réseau et Voies Navigables de France (VNF), la Métropole conduit l'élaboration d'un schéma directeur de la logistique urbaine et du transport de marchandises. Dans ce cadre, de nombreuses actions ont d'ores et déjà été mises en œuvre : renforcement du rôle du Marché d'Intérêt National de Montpellier pour la mutualisation des produits alimentaires, création en partenariat avec le groupe La Poste d'un centre de distribution urbain pour les produits secs, création de deux espaces logistiques urbains dans le centre-ville permettant des livraisons en cargo-cycles et véhicules électriques, clauses favorisant les véhicules peu émissifs dans les marchés publics ...

En outre, la Métropole s'est engagée à mettre en œuvre une Zone de Faibles Emissions (ZFE) afin d'améliorer la qualité de l'air, notamment de réduire les émissions de dioxydes d'azote et de particules fines au centre-ville de Montpellier. Celle-ci sera déployée par étapes successives à partir du plateau piéton et concernera dans un premier temps les véhicules logistiques et professionnels, pour favoriser les modes de transports mutualisés et décarbonés.

Si ces actions permettent d'agir effectivement sur la réduction de la pollution générée par les déplacements urbains, certains autres flux impactent directement le territoire sans pour autant dépendre de l'échelle et des compétences métropolitaines. Il s'agit du transport de marchandises, plus que significatif, enregistré sur les autoroutes. En 2017 en effet, **les péages de Montpellier enregistraient le passage de 16 000 poids lourds par jour, soit environ 4 fois le volume de trafic moyen de poids lourds des autres autoroutes françaises** (rapport ASFA2017).

S'agissant d'un trafic qui circule massivement sur le couloir languedocien, et pour limiter la pollution de l'air générée par le transport de marchandises autoroutier et routier depuis le Rhône jusqu'à l'Espagne, la seule solution, identifiée depuis de nombreuses années par l'ensemble des acteurs, consiste à reporter ces flux logistiques sur le rail.

La réalisation du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) a permis de transférer la plus grande partie des trains de fret de la voie ferrée historique sur la voie nouvelle en évitant notamment les villes de Nîmes, Lunel et Montpellier. Il reste maintenant à réaliser le dernier maillon manquant du corridor méditerranéen en engageant la réalisation de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP).

Sa réalisation est d'autant plus nécessaire que la section de Montpellier à Béziers, voire jusqu'à Narbonne, est l'une des plus saturée au plan national, comme l'a mis en évidence l'Observatoire de la Saturation ferroviaire piloté par l'Etat en 2016.

Ainsi, la LNMP répond, en tant que ligne mixte fret-voyageurs, non seulement à un enjeu de qualité de l'air évident en matière de transport de marchandises, mais également à un enjeu environnemental tout aussi essentiel de développement des trains du quotidien, aussi bien que des trains intercity, nationaux ou européens.

A l'heure du débat sur le projet de Loi d'Orientation sur les Mobilités (LOM), il est nécessaire de rappeler le caractère stratégique de la LNMP qui traverse des territoires exceptionnels à la fois par la richesse et la fragilité de leur environnement, et notamment de leur biodiversité (top 10 mondial) et par leur forte attractivité démographique, économique et touristique. En outre, la LNMP s'avère également être :

- parmi les moins onéreuses des projets de Lignes à Grande Vitesse ;
- la mieux financée car elle fait partie du corridor méditerranéen, l'un des neuf corridors prioritaires du réseau RTE-T défini par l'Union Européenne qui bénéficie à ce titre de financements importants ;
- la ligne nouvelle présentant la rentabilité socio-économique la plus élevée, compte tenu du nombre de bénéficiaires, particuliers, entreprises, collectivités et bassins de vie présents sur l'arc languedocien.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir adopter ce vœu visant à demander l'inscription de la programmation de la LNMP en tant que projet hautement prioritaire dans la prochaine LOM, notamment au regard des enjeux de qualité de l'air, donc de santé publique et de préservation de l'environnement ; ainsi que la programmation au plus vite de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique sur le tronçon Montpellier-Béziers.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 17 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-91530A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.